

Discours de Jacques Nikonoff

**Porte-parole national du
Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP)**

Forum européen de 2014

**Organisé par la Coordination nationale de la gauche
italienne contre l'euro**

**Assise (Italie)
20 au 24 août 2014**

Mesdames, messieurs, chers amis et camarades,

À mon tour je veux remercier les organisateurs du Forum européen de 2014, la « *Coordination nationale de la gauche italienne contre l'euro* ». Trop rares sont les initiatives de ce genre à l'échelle de l'Union européenne. Trop rares aussi sont les forces progressistes qui osent mettre en cause la dette publique, l'euro et le système lui-même de l'Union européenne. Je forme des vœux pour que nous puissions, à l'issue de ce forum, nous rassembler, nous coordonner, et agir en commun dans nos pays respectifs et au niveau de l'Union européenne et de la zone euro.

Je voudrai intervenir rapidement sur quatre points :

- Une courte présentation du Mouvement politique d'émancipation populaire (le M'PEP).
- Notre analyse sur l'Union européenne et l'euro.
- La faillite de la gauche française.
- Le double jeu du Front national.

I.- UNE COURTE PRESENTATION DU MOUVEMENT POLITIQUE D'EMANCIPATION POPULAIRE (LE M'PEP)

Le M'PEP, que je représente ici comme porte-parole national, avec Joël Périchaud qui est secrétaire national à l'organisation,

est un mouvement politique créé en France en mai 2008. Deux raisons expliquaient la création de notre Mouvement.

La première raison était de renforcer la lutte contre le système de l'Union européenne à la suite du référendum qui s'était tenu en France le 29 mai 2005 sur la constitution européenne. Le peuple français avait rejeté cette constitution en votant « non » à 55%. Pourtant les dirigeants des grands partis politiques français n'ont tenu aucun compte du vote des Français et ont ratifié le traité de Lisbonne qui n'est qu'un résumé de la constitution européenne. C'est le cas des grands partis de droite, du Parti socialiste et des écologistes. Nous considérons que ces dirigeants politiques ont bafoué la souveraineté du peuple et que désormais le système européen est une tyrannie.

La seconde raison qui a justifié la création du M'PEP est la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 et la débâcle de la gauche française. Ségolène Royal, candidate pour le Parti socialiste, avait développé une argumentation et un programme d'inspiration parfaitement néolibéral. Elle n'avait obtenu au 1^{er} tour que 25,8% des voix. Les 3 partis trotskistes avaient obtenus 4,1% pour Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire) ; 1,3% pour Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) ; 0,3% pour Gérard Schivardi (Parti ouvrier indépendant). Marie-George Buffet pour le Parti communiste français avait obtenu 1,9%, le plus faible score depuis la création du PCF en 1920. Ce que l'on appelle en France la « *gauche de gauche* » avait obtenu au total 7,6%.

Nous avons constaté que la gauche était en « *haillons* », qu'elle n'avait plus de « *repères idéologiques solides* ». Nous avons donc considéré qu'il fallait reconstruire une pensée, une pratique et un programme favorables aux intérêts des classes populaires et des classes moyennes, ce que la gauche était incapable de faire. Les éléments clé, pour nous, sont :

- La suppression totale du chômage et de la précarité.
- La nationalisation des grandes féodalités industrielles, financières, de services et médiatiques.
- Le démantèlement des marchés financiers.
- L'annulation et la restructuration de la dette publique.

- Des mesures protectionnistes nationales dans le cadre universaliste de la charte de La Havane de 1948.
- Une mutation écologique du mode de production.
- La sortie des institutions supranationales qui maintiennent l'ordre néolibéral mondial : OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne et euro.

Nous appelons cela la démondialisation, pour construire un socialisme du XXI^e siècle.

Toute la séquence politique qui a suivi depuis 2007 n'a fait que confirmer notre analyse.

Le cœur de notre stratégie et de notre programme, ce qui surplombe tout ce que nous faisons, c'est de revendiquer et d'assumer la nécessité de la reconquête de la souveraineté nationale pour la France et pour tous les pays. C'est-à-dire la lutte décisive pour conserver à notre pays – et à tous les autres – leurs caractéristiques de société authentiquement politique, où le peuple dispose des moyens juridiques et institutionnels pour décider et mettre en œuvre ce qu'il estime correspondre à l'intérêt général.

Les accusations de « *repli national* », « *nationalisme* », « *souverainisme* », « *populisme* », vont bon train contre nous et tous ceux qui pensent comme nous de la part de la « *gauche de gauche* », sans parler des grands médias, du MEDEF, le grand patronat français, de l'UMP et du Parti socialiste. Toute idée de mettre des entraves au libre-échange serait, particulièrement pour la « *gauche* » et la « *gauche de gauche* », refuser l'internationalisme en favorisant de manière égoïste les intérêts des peuples exportateurs. Ces expressions sont lancées à tout propos, et fonctionnent comme des insultes dès lors qu'il s'agit de sortir de l'ordre néolibéral mondial. Ce dernier, avec ses firmes multinationales géantes, industrielles, financières, de services et de médias, et avec ses institutions supranationales (OMC, FMI, Banque mondiale, OTAN, UE, OCDE), possède une caractéristique principale : agir avec persévérance pour dissoudre la souveraineté des peuples. C'est en effet le meilleur moyen de laisser se développer sans limites la domination du grand capital. Faire cesser cette domination et

cette aliénation passe donc par la restauration de la souveraineté du peuple. Et ce peuple – ces peuples – sont rassemblés, constitués dans le seul territoire et totalité institutionnelle pertinents où ils peuvent encore peser sur les décisions : la nation.

La condition de la démocratie, c'est la souveraineté nationale, et la souveraineté nationale est la condition de la démocratie.

C'est une véritable guerre idéologique qui est menée par les classes dominantes consistant à faire de l'idée de nation une idée négative, une idée du passé. A cela s'ajoute un impérialisme culturel qui consiste à imposer la langue des affaires, l'anglais, comme langue « *naturelle* ». La nation est devenue un cadre bien trop gênant et « *étroit* » pour l'expansion de leurs profits. Détruire la nation et combattre sa restauration est la garantie pour les classes dominantes que l'on ne puisse pas revenir sur les « *réformes* » néolibérales par un rapport de force politique. Elles ont en effet compris depuis longtemps que la nation constituait le seul et unique espace de souveraineté des peuples et que c'était là qu'il fallait frapper.

Il ne peut pas exister de souveraineté populaire sans souveraineté nationale. Par conséquent, faire disparaître la nation c'est faire disparaître la démocratie... C'est supprimer la capacité d'action des peuples à décider de leur avenir. Les classes dominantes s'y emploient donc activement. La gauche française les regarde sans réagir, elle-même empêtrée dans un rêve « *alter* » mondialiste (qu'elle confond avec son idéal internationaliste) où la nation est remplacée par une hypothétique et totalement dépolitisée « *gouvernance mondiale* ».

Pour mettre en œuvre leur stratégie de « *mondialisation* » qui consiste à réorganiser la production à l'échelle de la planète afin de maximiser les profits, les classes dominantes doivent détruire les espaces qui ont permis les conquêtes sociales. En effet, l'Histoire nous apprend qu'aucune lutte sociale n'a jamais abouti en dehors des cadres nationaux. Aucune conquête sociale n'est possible sans indépendance nationale.

Il faut se réapproprié l'idée, politique, de la nation. Il faut comprendre que le capitalisme n'a aucun intérêt à voir les nations, dans leur sens politique contemporain, continuer à exister tout simplement parce que leur existence contrecarre sa propre expansion.

Nous voulons briser la folie de l'idéologie postnationale qui n'est que l'autre nom du post-démocratique et du post-politique. L'europhisme et le mondialisme entraînent avec eux l'inéluctabilité indéfinie des régressions sociales, politiques et démocratiques. La démocratie, la souveraineté du peuple, ne peut avoir de réalité qu'à l'échelle de la nation. Affaiblir la nation, au sens constitutionnel et politique de ce terme, et renvoyer les décisions à des échelons supérieurs, toujours contrôlés par les classes dominantes, signifie la destruction de la démocratie et celle des peuples en tant que communauté politique. En outre, et très logiquement, toutes les politiques europhistes et mondialistes se sont intégralement soldées par une aggravation tragique du sort des peuples. C'est en fait la fin du caractère politique de nos sociétés, c'est-à-dire le fait de reconnaître que le cadre institutionnel qui fait société, autrement dit l'Etat, et le contenu essentiel des normes contraignantes qui en découlent, sont des choix collectifs inhérents à cette même société.

Pour le M'PEP, la mondialisation, dans son sens récent, celui des dernières décennies, est la stratégie des classes dominantes pour imposer l'ordre néolibéral à l'échelle mondiale. Elles s'attaquent aux processus démocratiques qui ont pris des siècles à se construire, en retirant aux nations leurs prérogatives pour les confier à leurs agents, gardiens de leurs intérêts privés. Les classes dominantes se mettent à l'abri en créant des institutions et traités supranationaux néolibéraux. Leur réussite la plus emblématique est l'« *Union* » européenne, c'est-à-dire l'union des classes dominantes européennes contre leurs peuples. Cela leur permet d'assurer la prédominance de l'économie et de la finance sur le politique, vieux rêve libéral auquel elles ont fini par donner une pleine réalité.

Les personnes intéressées pourront consulter notre site Internet qui est l'un des sites politiques les plus fréquentés de France.

Nous avons publié probablement le premier livre en Europe, en avril 2011, traitant de la sortie de l'euro, il s'intitule « *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple* », il y en a quelques exemplaires ici.

Notre ligne politique consiste à construire un rassemblement du type de celui qui a été créé en 1944, pendant la guerre, et qui s'appelait le Conseil national de la Résistance (CNR) pour assurer la libération nationale. Il rassemblait les communistes, les gaullistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens, la droite modérée, les syndicats, différents groupes de résistants. Il a élaboré un programme qui a été mis en œuvre entre fin 1944 et mi-1947, qui a donné notamment les nationalisations, le droit de vote des femmes, les comités d'entreprise et les libertés syndicales, la Sécurité sociale, etc.

Toutes proportions gardées, nous avons mis en place avec des partenaires le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) qui rassemble différents groupes issus du Parti communiste français, des gaullistes, des syndicalistes, des intellectuels. Nous avons mené, avec ce Comité, une campagne très active pour le boycott de l'élection européenne de mai 2014.

II.- NOTRE ANALYSE SUR L'UNION EUROPEENNE ET L'EURO

Nous considérons qu'il existe une « *essence* » de cette « *construction* » européenne. Celle-ci est en effet dotée de caractéristiques fondamentales, d'un caractère propre, surplombant et irrigant ses manifestations concrètes. Elle possède des forces propulsives internes qui en indiquent la direction prévisible.

Ce sont les valeurs et les intérêts des classes dominantes occidentales :

- Européisme.
- Atlantisme.
- Capitalisme.
- Autoritarisme.
- Fédéralisme.
- Christianisme, car il faut bien vaporiser un peu d'eau bénite sur tout cela de temps à autre pour tenter de donner un semblant de morale.

L'impulsion initiale vient des Etats-Unis, dès 1942-1943, avec une accélération à partir de 1945. Le but : reconstruire le capitalisme après la Seconde Guerre mondiale, sous *leadership* américain pour faire face à l'URSS. Dans ce cadre, pour les dirigeants américains, des formes d'union européenne étaient indispensables pour :

- Acheter la production de masse américaine.
- Aider l'Europe à produire ses propres armements contre l'URSS.
- Contrecarrer le communisme intérieur, particulièrement en France et en Italie.

Voilà ce que dit le pape du néolibéralisme, Friedrich von Hayek, dès 1939 :

« La fédération [européenne] devra posséder le pouvoir négatif d'empêcher les Etats individuels d'interférer avec l'activité économique ».

Il ajoute :

« Une fédération signifie qu'aucun des deux niveaux de gouvernement [fédéral et national] ne pourra disposer des moyens d'une planification socialiste de la vie économique ».

C'est très clair, il fallait briser les souverainetés nationales pour empêcher tout risque de socialisme.

Un tel système, chers amis et camarades, ne peut pas changer d'essence. Il ne peut pas s'améliorer de l'intérieur. Il faut le démanteler et bâtir quelque chose de radicalement nouveau.

L'Union européenne est le système le plus sophistiqué au monde qui repose sur la tentative de construire une civilisation par le marché. Toute l'idéologie européenne s'appuie sur la croyance insensée que l'on peut résoudre les problèmes du monde en établissant un ordre quasi-intégralement marchand. C'est l'effacement de toute volonté devant le marché total.

Le système européen ne sert qu'à cela. Aucune véritable volonté européenne issue des Européens eux-mêmes n'existe et n'a jamais existé pour faire une Europe indépendante, démocratique et prospère.

L'Union européenne est un monstrueux système de domination et d'aliénation des peuples dont il faut s'émanciper.

Le système de l'Union européenne a pour but de s'affranchir des mécanismes démocratiques au nom de la bonne « *gouvernance* » économique. Il vise à vider les nations de toute substance et à les remplacer par un appareil postnational et post-étatique régulé par une conception du droit à l'anglo-saxonne faisant disparaître le droit public sous le droit privé, et l'économie remplaçant la démocratie. Cette évolution est présentée comme une nécessité et même comme une fatalité. Les élites se complaisent dans ce système qui est fait par elles et pour elles. L'impuissance supposée des nations et des Etats est donc entièrement fabriquée, car elle est la condition, pour les élites, de continuer à exercer seules et sans contre-pouvoir les premiers rôles.

Il faut, aux yeux du M'PEP, annuler et restructurer les dettes publiques, sortir unilatéralement de l'Union européenne et de l'euro, les deux à la fois. Sortir unilatéralement signifie que des pays, individuellement, en fonction de leur agenda politique et

des mobilisations sociales, décident de se libérer et sortent de l'UE et donc de l'euro.

La sortie unilatérale de l'euro et de l'Union européenne, c'est l'avenir, cela va dans le sens de l'histoire.

Il n'y a pas de solution à la crise systémique, principalement si l'on veut bâtir un nouveau type de plein-emploi, que de sortir de l'Union européenne et de l'euro. Une rupture franche et unilatérale est nécessaire. Annoncée à l'avance et constituant un objectif politique émancipateur. Pas une fausse rupture comme le slogan hypocrite et ambigu de « *désobéissance européenne* ». Ce dernier permet à peu de frais de simuler une attitude de combat contre les conséquences sociales du néolibéralisme, sans pour autant exiger le démantèlement de ses institutions. Institutions qui provoquent pourtant l'inéluctabilité de ces conséquences sociales qu'on déplore avec des larmes de crocodile.

La nécessité impérative de sortir de l'euro, unilatéralement, se justifie à nos yeux pour les raisons suivantes :

- La zone euro n'était pas optimale au moment de sa création, elle l'est encore moins aujourd'hui, les déséquilibres s'aggravent entre pays. Une zone monétaire « *optimale* » signifie que plusieurs conditions de réussite sont réunies : accord politique entre les pays sur la politique macroéconomique à suivre, proximité des structures économiques des pays concernés, budget central qui permet des transferts financiers entre pays, mobilité des facteurs de production... Ces déséquilibres et divergences aggravés, ne suscitant aucune réaction efficace des oligarques européens, provoquent l'austérité, la montée de l'extrême droite et des tensions politiques croissantes entre pays.
- L'euro est une arme de destruction massive contre l'emploi. Le cumul de l'interdiction de la limitation des mouvements de capitaux, du principe général de concurrence libre et non faussée et du libre-échange accélère les destructions d'emploi notamment par délocalisations. L'impossibilité de dévaluer maintient les déficits de balances

commerciales et empêche le retour à l'équilibre. L'objectif de la politique monétaire étant la lutte contre l'inflation et non le plein-emploi, le système fonctionne pour protéger le rendement des capitaux en maintenant de façon permanente et volontaire un taux élevé de chômage. Ajoutons que la stratégie des dirigeants allemands, de déflation salariale et de délocalisation de la production dans les pays de l'Est, afin de gagner en compétitivité, écrase les autres pays en enfonçant leurs balances commerciales. L'euro « *fort* », contrôlé par la classe dominante allemande, interdit le progrès des exportations hors de la zone euro.

- L'euro est un piège pour les salaires. La pression permanente exercée sur le coût du travail par le principe de concurrence libre et non faussée et le libre-échange, couplée à l'obsession anti-inflationniste des traités européens, et la mainmise des marchés financiers sur les budgets publics éliminant toute politique publique contra-cyclique, empêche le progrès du niveau de vie et du pouvoir d'achat.

- Les soubassements théoriques de la création de l'euro sont exposés dans l'article 120 du traité de Lisbonne : « *Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources...* » On retrouve dans ces termes la théorie de l'« *efficience des marchés financiers* » qui constitue en effet la justification théorique de la mise en œuvre de l'euro et de la politique monétaire appliquée par la Banque centrale européenne, en conformité avec les traités qui contiennent ses statuts. Selon cette théorie, rien n'est plus urgent que de développer les marchés financiers et de les faire fonctionner sans « *entraves* », c'est-à-dire avec le minimum de réglementation. La raison ? Ils seraient (contrairement à l'État) le seul mécanisme d'« *allocation* » efficace du capital. Autrement dit, ils seraient capables de distinguer les « *bons* » projets à financer (ceux qui rapportent le plus) en évitant à coup sûr les gaspillages de ressources financières. Toutes les politiques menées par l'Union européenne reposent sur cette affirmation, que toute la réalité des processus économiques concrets vient contredire. A vrai dire il ne s'agit pas d'une affirmation

scientifique, mais d'un dogme fait pour déconstruire pseudo-théoriquement la pertinence de toute politique économique, et vieille comme le libéralisme économique. C'est pourquoi la « *libéralisation* » des marchés de capitaux a été organisée en Europe afin de construire un marché financier mondialement intégré et libre de toute entrave étatique, et donc politique. Les élites européennes persistent à croire – ou font semblant de croire –, malgré les crises à répétition, que les marchés financiers sont toujours le seul mécanisme efficace d'allocation du capital. Inutile d'aller chercher ailleurs une réponse simple à la cause de leur aveuglement ou de leur duplicité : pour elles, les marchés financiers ont la primauté absolue sur toutes les autres politiques, notamment sociales. Tel est leur crédo. Les traités, en interdisant aux banques centrales de prêter directement aux États les ont livrés, en toute connaissance de cause, aux marchés financiers. Du coup la zone euro attire la spéculation, l'euro étant devenu la variable d'ajustement du système monétaire international : c'est la monnaie dont on se débarrasse en fonction de la conjoncture. Conséquence : une volatilité accrue de l'euro qui perturbe les agents économiques. Quelle belle confirmation du marché comme allocation optimale des ressources, s'il en fallait encore une, après plus de deux siècles de démenti continu !

III.- LA FAILLITE POLITIQUE, IDEOLOGIQUE ET ELECTORALE DE LA GAUCHE FRANÇAISE

L'élection européenne du 25 mai 2014 s'est traduite par une déroute de la gauche française, après sa première déroute, deux mois avant, aux élections municipales. L'abstention est restée à un très haut niveau : 26,7 millions de Français ne sont pas allés voter, soit 57,6%.

- Le Front national arrive en tête avec 24,9% des voix exprimées, soit 4,7 millions de voix.
- On trouve ensuite la droite UMP avec 20,8% et 3,9 millions de voix.
- Vient après le Parti socialiste avec 14% et 2,6 millions de voix.
- Le centre obtient 9,9% et 1,8 million de voix.
- Les écologistes font 8,9% et 1,7 million de voix.

- Le Front de gauche arrive 6^e avec 6,3% et 1,2 million de voix.

Comme l'élection européenne ne sert à rien, et que beaucoup d'électeurs l'ont parfaitement compris, ils l'utilisent comme un instrument pour sanctionner, avertir, protester, envoyer des messages... Sans frais bien entendu, car quel que soit le résultat rien ne changera dans les politiques menées par l'Union européenne.

Si l'élection européenne de 2014 a confirmé le profond manque de légitimité du « Parlement » européen, le même phénomène frappe la plupart des partis qui ont présenté des listes à ces élections. C'est le cas, particulièrement, de ceux qui se réclament de la gauche, du PS à l'extrême gauche. La notion même de gauche ne semble plus avoir qu'une signification résiduelle et romantique. Elle n'est plus incarnée et semble avoir perdu son sens. François Hollande et le Parti socialiste lui ont donné le coup de grâce. Quant au Front qui se qualifie de « *gauche* », il est dans une telle impasse stratégique qu'il se trouve au bord de l'agonie, tandis que l'extrême gauche se voit réduite à néant.

Les listes du Front de gauche recueillent ainsi 1,2 million de voix, soit 2,58% des inscrits. C'est mieux qu'en 2009 lorsque le Front de gauche avait réuni 1 million de voix et 2,37% des inscrits. Mais par rapport à la présidentielle de 2012, la chute est vertigineuse, puisque le Front de gauche faisait quasiment 4 millions de voix et 8,7% des inscrits. En 2014 il perd 3 millions de voix.

Le record d'abstention est détenu par l'électorat qui avait voté Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle 2012. Les deux-tiers de son électorat (66%) ne sont pas allés voter aux européennes de 2014. Ceci nous réjouit puisque nous avons appelé au boycott de l'élection européenne.

On peut faire cinq constats :

1.- Premier constat : le Parti socialiste est le parti le plus efficace au service du néolibéralisme et des classes dominantes

Les évolutions doctrinales du PS durent maintenant depuis plus d'une trentaine d'années. Notons, parmi celles-ci, deux moments d'anthologie. En décembre 1991, lors de son congrès tenu à l'Arche de la Défense, le PS affirme dans une déclaration : « *le capitalisme borne notre horizon historique* ». Le courant de Jean-Luc Mélenchon à l'époque à l'intérieur du PS – Gauche socialiste – se prononce pour « *l'économie sociale de marché* », une formule inventée par la CDU allemande, à la base de la conception idéologique de la construction européenne... En 2012, dans un document intitulé *Un horizon pour la France et le socialisme* le PS confirme « *oui, nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace. Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme* ». Telle est en effet la question fondamentale.

Dix-sept années d'exercice du pouvoir pour le PS en France depuis 1981, permettent désormais de dresser le bilan du principal parti de gouvernement à gauche.

Ce bilan est accablant. Il va encore en s'aggravant. Voter pour le PS ou s'allier avec lui, c'est voter ou s'allier avec le parti principal des classes dominantes. C'est maintenir la clé de voute du blocage démocratique que nous subissons depuis le virage néolibéral entamé en France par le PS dès 1982.

Le PS a été conçu au début des années 1970 par François Mitterrand comme une machine de guerre visant la conquête du pouvoir à gauche en s'alliant avec le PCF tout en le paralysant. Son contenu politique était donc logiquement parfaitement opportuniste, composé d'éléments tout à fait hétéroclites et notamment d'éléments de langage et de concessions programmatiques pour séduire l'électorat communiste et pour pouvoir conclure un accord électoral avec le PCF, accord rendu célèbre par le Programme commun de gouvernement de la gauche signé en juin 1972.

Cette stratégie opportuniste ayant été couronnée de succès grâce aux talents manœuvriers de Mitterrand et aux divisions de la droite, le PS arrive au pouvoir en 1981. La majorité des

cadres du PS, et pour commencer Mitterrand lui-même, n'avaient pas l'intention de procéder aux ruptures structurelles nécessaires si on voulait réellement appliquer avec succès le Programme commun.

Les éléments les plus libéraux du PS exploitèrent ainsi la supposée « *contrainte extérieure* » pour intégrer la France dans le système néolibéral qui se mettait en place dans le monde entier sous l'impulsion des Etats-Unis de Ronald Reagan (puis de l'Angleterre de Margaret Thatcher). C'est alors que s'installe le système que nous connaissons aujourd'hui, basé sur le néolibéralisme économique et institutionnel, ainsi que sur le bipartisme devenu le tripartisme, complété et verrouillé par le FN.

L'évolution du PS comme un parti ouvertement néolibéral, n'essayant même plus de se donner des airs ne serait-ce que vaguement socialistes, ni de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires, devra pourtant attendre François Hollande. Depuis 2012, le gouvernement socialiste ne tente même pas de donner le change. Aussitôt élu, les trahisons des rares promesses sont tombées. Hollande inaugure sa présidence par l'adoption sans renégociation du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), qui fait sombrer la souveraineté budgétaire.

Baisse massive des dépenses publiques, déflation salariale, baisse des cotisations sociales patronales, la recette qui nous envoie droit dans le mur depuis le tournant socialiste de 1983 est donc confirmée et accélérée par le gouvernement socialiste. Le discours présidentiel des années post-2012, ouvertement calibré pour séduire les grandes entreprises et la droite, anticipe l'impossibilité d'une victoire du PS aux prochaines échéances nationales, la présidentielle et les législatives de 2017. Il prépare le terrain pour un gouvernement de grande coalition à l'allemande (un gouvernement réunissant PS et UMP), si la montée savamment entretenue du FN ne suffit pas à réarmer une ixième fois le piège usé du vote utile. Ou si cette montée se fait au contraire trop menaçante, risquant d'évacuer le PS au premier tour.

Trente longues années de politiques néolibérales instaurées par les « *socialistes* » depuis le début des années 1980 nous permettent donc de faire le bilan du PS. Ceux qui se cantonnent dans l'idéologie se perdent dans la question cornélienne et métaphysique de savoir si le PS français est à gauche ou pas, butant sur l'impossible définition de la gauche, ou de la « *vraie gauche* ».

C'est à vrai dire une question dont on a tout intérêt à se dispenser. Non pas que le clivage opposant les classes dominantes aux classes populaires ait le moins du monde disparu, puisqu'au contraire il s'avive d'année en année. Mais il est très mal représenté par le très flou clivage gauche-droite d'aujourd'hui en France. Non seulement rien d'essentiel ne sépare l'UMP du PS, mais même une bonne partie de la gauche non socialiste, y compris ceux qui se disent anticapitalistes, se refusent de revenir sur les principales mesures socialistes.

Ce sont celles de la mondialisation commerciale, monétaire, bancaire, financière et surtout institutionnelle, celle qui verrouille politiquement toutes les autres et donc la plus stratégique. Les principaux piliers du capitalisme néolibéral ne sont même pas les cibles de ceux qui sont supposés être à l'extrême gauche. Ils refusent le protectionnisme national, y compris sous sa forme coopérative et internationaliste, seule alternative démocratique au libre-échange généralisé. Ils refusent aussi l'annulation de la dette publique et la suppression des marchés financiers. Plus encore, ils rejettent la sortie des institutions cardinales du néolibéralisme en Europe : la sortie de l'euro et de l'Union européenne. Dès lors, que peut bien signifier le concept de « *gauche* » aujourd'hui pour les classes populaires en France ? Rien.

La bonne question pour analyser la position politique du PS (et aussi de ses alliés), est donc : pour qui travaille-t-il efficacement ? Pour les classes populaires ou pour les classes dominantes ? La réponse est évidemment dans la question au vu du bilan accablant de ce parti. Mais il faut aller plus loin. Non seulement le PS et ses satellites, tout comme l'UMP, est au service exclusif des classes dominantes, mais il en est même, contrairement aux autres, la pièce maîtresse, le parti

organique, le plus important, le plus stratégique. C'est le seul jusqu'à présent à pouvoir imposer sans beaucoup de résistances collectives, politiques et syndicales, le gigantesque train de mesures nécessaires pour passer de l'économie mixte fordiste adossée à la souveraineté nationale et ses processus démocratiques imparfaits mais toujours mobilisables, à l'ordre antidémocratique supranational du capitalisme néolibéral.

Ce fait massif et désormais indéniable, est beaucoup plus important que de se demander s'il est encore à gauche ou s'il est à droite. Plus aucune force politique organisée possédant une visibilité publique n'est là pour défendre les intérêts structurels des classes populaires en France. Personne ne suscite une dynamique de reconquête des processus démocratiques en restaurant la souveraineté nationale. Personne ne vise à détruire les piliers du capitalisme néolibéral érigés par le parti organique des classes dominantes, le PS, flanqué de ses alliés.

Deux périodes peuvent être évoquées : celle qui a suivi la victoire de François Mitterrand à la présidentielle de 1981 et celle de la « *gauche plurielle* » de 1997 à 2002. Toutes deux s'articulent à l'évolution de la doctrine du PS sur l'Union européenne et à sa radicalisation néolibérale.

En juin 1982, à peine un an après l'élection de Mitterrand, c'est le « *tournant de la rigueur* » qui ouvrira la « *parenthèse libérale* », jamais refermée. La vraie rigueur aurait consisté à tout faire pour tenir les engagements de campagne et ne pas décevoir les classes populaires qui avaient amené la victoire pour la gauche. En fait de rigueur, c'est en réalité l'instauration en France, par le PS, du néolibéralisme.

C'est le début d'une stratégie dans laquelle nous sommes toujours pour l'essentiel, celle nommée alors de « *désinflation compétitive* », centrée sur la lutte contre l'inflation salariale, sur la politique monétaire du franc fort, tentant de coller au mark, entraînant comme conséquence directe l'accélération significative du chômage de masse.

La mesure la plus emblématique de ce virage essentiel est le blocage des salaires, plus tard suivi par la fin de l'indexation des salaires sur les prix, que l'on appelait « *l'échelle mobile des salaires et des prix* ». Elle est désormais rendue illégale par les « *socialistes* ». Le tout était déjà justifié par la supposée contrainte extérieure, la construction européenne qui commence à être présentée comme un objectif majeur, l'aide aux entreprises qui créent supposément les emplois, les « *charges* » patronales jugées excessives, le poids de l'Etat, la nécessité de la compétitivité et de la primauté du commerce extérieur, la « *rigueur* » courageuse mais régénératrice qui produira ses effets bénéfiques sur l'emploi plus tard, la politique de l'offre, la flexibilité, les profits d'aujourd'hui qui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain, la baisse de l'impôt car « *trop d'impôt tue l'impôt* »...

Bref, toute la verroterie idéologique du néolibéralisme est déballée, reprise en cœur par des médias enthousiastes. Ils sont ravis que l'on abandonne les fondamentaux de la gauche « *archaïque* » et que l'on allie libéralisation à tout va, modernisme sociétal et bons sentiments.

La « *crise* », en fait un changement de régime capitaliste, sera alors présentée comme une opportunité de « *modernisation* ». On rejouera l'éternelle comédie des Anciens contre les Modernes, et on verra poindre des convergences entre les élites « *modernisatrices* » de droite et de gauche, partisans des réformes contre les étatistes, jacobins et autres populistes, totalitaires en puissance.

Désormais, la seule voie soutenue par le PS pour sortir du chômage de masse est la compétitivité et donc un régime permanent de basse pression salariale. Si l'inflation passera de 12% à 2%, et si la part des salaires dans la valeur ajoutée baissera de 10 points sous les régimes socialistes en 30 ans, le plein-emploi ne sera jamais retrouvé, et le chômage de masse s'aggravera et s'amplifiera régulièrement.

C'est sous le gouvernement du Premier ministre Fabius à partir de 1984 que se réaliseront deux des transformations les plus structurantes et déterminantes pour le pays : l'accélération de

la « *construction* » européenne, décisive pour la déconstruction des institutions politiques nationales afin de court-circuiter les processus démocratiques orientant la politique économique et sociale ; et la financiarisation de l'économie et des budgets publics.

Jacques Delors, « *socialiste* » qui, pour les classes dominantes, vaut effectivement de l'or, sous l'impulsion de François Mitterrand lors du sommet de Fontainebleau (1984), commence à préparer, avec comme acolyte un autre socialiste impressionnant de socialisme, Pascal Lamy, l'Acte unique européen. Ce sera un traité européen essentiel signé en 1986, mettant en place le marché unique européen, basé sur la concurrence et ouvrant celle-ci aux importations mondiales et aux marchés financiers mondiaux.

Il donnera à la fois un coup de fouet à la mondialisation commerciale et financière, ainsi qu'à la construction d'un ordre institutionnel brisant tous les processus démocratiques, soustrayant ainsi l'économie de la pression de ces derniers. C'est donc l'organisation méthodique à l'échelle du continent par ces deux membres du PS des piliers de la mondialisation néolibérale. Ils en deviendront d'ailleurs des dirigeants essentiels dans les institutions cardinales de cette dernière, Delors à la présidence de la Commission européenne et Lamy à la présidence de l'OMC (qui succèdera en 1994 au GATT). Rajoutons un autre socialiste fameux, Dominique Strauss-Kahn, bien plus tard à la tête du FMI.

Nous voyons que nous pouvons compter sur les socialistes pour nous protéger de la mondialisation et de la finance !

De 1997 à 2002, la « *Majorité plurielle* » (ou « *Gauche plurielle* ») rassemble au gouvernement le Parti socialiste (PS), le Parti radical de gauche (PRG), le Mouvement des citoyens (MDC), les Verts et le Parti communiste français (PCF). Le Premier ministre est Lionel Jospin, le président de la République est Jacques Chirac. Jean-Luc Mélenchon est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002.

Rares sont les réalisations du gouvernement Jospin qui répondent aux intérêts des classes populaires.

En 2002 le passage à l'Euro est avalisé par la direction du PCF en contradiction avec son vote négatif lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992.

Au total, les réalisations du gouvernement Jospin ont été un mélange de petites réformes sociales, économiques et sociétales bâclées, et de contre-réformes néolibérales directement empruntées au « *consensus de Washington* ». Le cas le plus accablant est celui des privatisations, opérées avec l'aval de la direction du PCF. Lionel Jospin, en effet, a mis en œuvre un programme de privatisations nettement plus important en valeur que celui des gouvernements de droite. Il a ainsi achevé de démanteler ce qui restait du secteur public élargi sous Mitterrand et Mauroy en 1982. Le PCF participera ainsi au grand lancement européen du démantèlement des services publics décidé lors du sommet de Barcelone en 2002, avalisé par le Premier ministre socialiste Lionel Jospin.

Entre 1997 et 2002, le nombre de mesures prises contre le peuple, contre la nation et la République est impressionnant. Ce gouvernement a été la meilleure formule, avec les gouvernements socialistes des années 1980, pour permettre la plus grande adaptation du capitalisme depuis un siècle. La participation communiste au gouvernement a freiné la résistance et les luttes populaires. Le PCF a payé le prix fort de ces trahisons lors des élections qui ont suivi. Aux municipales de 2001 le PCF a perdu la direction de 30% des villes de plus de 15.000 habitants qu'il dirigeait. A la présidentielle de 2002, le candidat communiste Robert Hue ne réalisait que 3,37% des voix. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, avec 16,86% passait devant Lionel Jospin qui n'obtenait que 16,18% des voix et se trouvait éliminé du second tour.

2.- Deuxième constat : le PCF est devenu un satellite du Parti socialiste

La direction du PCF pense que ce parti n'a plus d'avenir. Il ne peut donc vivre que des miettes que lui jette le Parti socialiste.

Pour le PCF : « *il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation* ». Il est vrai que toute lutte sociale, toute perspective politique nationale doit s'inscrire dans un cadre internationaliste. Faut-il pour autant, comme le PCF y incite subrepticement, suspecter toute forme de lutte au niveau national ? D'autant que c'est seulement à l'échelle nationale que des changements peuvent être enclenchés, et non à l'échelle internationale ou européenne.

La position du PCF sur la question européenne est proprement tragique. Pour ce parti, qui avait joué un rôle essentiel dans la lutte contre « *l'Europe des monopoles* » au moment du Marché commun, puis en 1992 lors du référendum sur le traité de Maastricht et encore en 2005 lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, l'effondrement est vertigineux.

Aujourd'hui, le PCF considère que la « *finalité même de la construction européenne doit être redéfinie* ». Comme si cette « *finalité* » avait été un jour conforme aux intérêts des peuples, qu'elle aurait ensuite dévié et qu'il faudrait la remettre sur les rails. Comme s'il était souhaitable et possible de « *redéfinir* » le capitalisme à l'européenne ! Comme si cette « *construction* » avait eu un jour le moindre objectif social ou démocratique !

On atteint un sommet avec la position du PCF sur l'euro. Le PCF, qui avait fait campagne contre la monnaie unique au moment du traité de Maastricht a fait une conversion complète. Voilà ce qu'il dit : « *là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalistes* ».

Il est particulièrement choquant de voir le PCF reprendre les slogans anxigènes déversés par les adorateurs de l'euro. Ce n'est pas parce que les pays de la zone euro retourneraient à leurs monnaies nationales qu'ils se feraient une « *guerre économique* ». Au contraire, l'euro monnaie unique oblige à mettre en concurrence – aujourd'hui ! - les systèmes sociaux et fiscaux des pays membres sans craindre frottements et

ajustements des taux de change. Les pays de la zone euro s'y livrent donc une guerre économique particulièrement meurtrière, à base de surenchères dans la réduction de la fiscalité et des cotisations sociales des entreprises, des droits sociaux et des salaires, tandis que l'abaissement des barrières vers l'extérieur induit les délocalisations et le chômage de masse. C'est pourquoi rien n'est plus urgent que de lutter pour la sortie de l'euro, c'est-à-dire la sortie de l'ordre monétaire néolibéral afin de respecter l'indépendance des nations et leur permettre de coopérer librement.

Prétendre transformer l'Union européenne et l'euro de l'intérieur est un conte pour enfants. Recouvrer sa souveraineté monétaire par des décisions nationales unilatérales est un impératif décisif pour les forces politiques qui souhaitent transformer la société.

Tous ces renoncements ont un prix. Désormais le PCF ne gère plus qu'une seule ville de plus de 100.000 habitants (Saint-Denis) mais en a perdu le député en 2012. Aux élections municipales de 2014 le PCF a perdu 25% du nombre de ses communes de plus de 3.500 habitants. Il en conserve 137, en gagne 12 et en perd 47.

3.- Troisième constat : le Parti de gauche est le parti du flou artistique, celui de l'embellissement littéraire de la politique

Le Parti de gauche (PG) est le champion du radicalisme verbal. Le PG est très net en apparence à propos de François Hollande, il dit : « *nous ne sommes pas dans sa majorité* ». Cela n'empêche pas Jean-Luc Mélenchon, président du PG, de déclarer qu'il est prêt à être Premier ministre de... François Hollande !

Le PG a des mots très durs pour l'Union européenne. Il insiste cependant sur le caractère supposément nouveau des nuisances de l'Union européenne. Les mesures qu'il préconise sont confuses, inefficaces et parfois même dangereuses. Quant à son programme européen, il est faible et illusoire.

Jean-Luc Mélenchon a une position obscure sur l'euro et le système de l'Union européenne. Il déclare par exemple que « *prôner la sortie de l'euro relève du maréchalisme* », c'est-à-dire d'une politique digne du maréchal Pétain, le collaborateur des Nazis pendant l'Occupation entre 1940 et 1944. Pendant sa campagne présidentielle de 2012 il a répété sans cesse « *l'euro est à nous* », « *l'euro est à nous* » !

Si le Parti de gauche et Jean-Luc Mélenchon avaient adopté une attitude cohérente sur la question de l'euro en proposant des voies de sortie qui ne soient pas purement propagandistes et en proposant des formes de maintien d'une coordination minimale entre les nations, une fois dissoute la zone euro, ils auraient gagné une crédibilité importante. Ils auraient pu alors être l'un des pôles de reconstitution de la vie politique française. Faute de l'avoir fait, ils se condamnent à n'être que les spectateurs de cette crise au lieu d'en être les acteurs.

4.- Quatrième constat : le Front de gauche est en voie de mort clinique

La stratégie du Front de gauche, composé de 6 partis dont les deux principaux sont le PCF et le PG, est de considérer que le PS n'est pas assez à gauche et qu'on pourrait faire pression sur lui pour le faire pencher « *vraiment à gauche* ». Dans cette démarche, le Front de gauche considère que l'appui de la gauche du PS est indispensable.

Le Front de gauche ne veut pas revenir sur l'abandon de la souveraineté nationale comme cadre de la politique, il ne veut pas rompre avec la mondialisation néolibérale. Dès lors, étant « *mondialisation* »-compatible et euro-compatible, le Front de gauche est pour le dépassement de l'Etat-nation et de la souveraineté nationale.

Le Front de gauche, au-delà de déclarations pouvant être tonitruantes, reste du coup fondamentalement dépendant du Parti socialiste. Les dirigeants du Front de gauche ont fait ce choix, rien ne les fera changer hormis une révolte des adhérents de leurs partis. C'est pourquoi, aussi, les résultats électoraux du Front de gauche sont tellement décevants. Le

Front de gauche ne parvient pas à susciter une dynamique populaire autour de lui et n'y parviendra pas tant qu'il ne définira pas clairement ce qu'il entend par « *gauche* », tant qu'il ne rompra pas avec le PS, et tant qu'il ne s'engagera pas dans la voie de la démondialisation, et principalement la remise en cause de la participation de la France à l'Union européenne et à l'euro.

Nul ne doit se laisser abuser par la flamboyance du discours anticapitaliste des dirigeants du Front de gauche, particulièrement de Jean-Luc Mélenchon. Ni par les nombreuses références aux pages glorieuses du mouvement ouvrier français. Cette rhétorique n'est qu'un rideau de fumée servant à masquer le vide de l'analyse et des propositions, principalement sur la question européenne et sur ce qui constitue le cœur du néolibéralisme.

Un cas d'école mérite d'être cité. C'est la proposition faite par le Parti de la gauche européenne (PGE), dont sont membres le PCF et le PG, de présenter la candidature d'Alexis Tsipras, le leader grec de Syriza, à la présidence de la Commission européenne. Elle a eu des conséquences très négatives en France. Cette candidature légitimait la Commission européenne, et laissait entendre qu'un nouveau président pouvait changer le cours de la politique européenne. C'est parfaitement faux, car le rôle de la Commission est de faire respecter les traités européens. Ses marges de manœuvres sont étroites et de toutes manières encadrées par le Conseil.

Ainsi, après avoir combattu le traité constitutionnel européen en 2005, les partis qui composent le Front de gauche se sont proposés en 2014 comme candidat à l'application du traité de Lisbonne qui en est la copie conforme ! De nombreux électeurs du Front de gauche ont considéré que ce n'était pas admissible et se sont abstenus (les 2/3).

Le Front de gauche est dans une profonde impasse stratégique et organisationnelle. S'il veut continuer à exister, trois changements radicaux doivent intervenir dans sa stratégie et son programme, proposés depuis quatre ans par le M'PEP sans succès. En premier lieu, le Front de gauche doit rompre avec le

PS. Ce parti doit être analysé pour ce qu'il est réellement : le meilleur parti de défense des intérêts des classes dominantes. C'est loin d'être gagné, car André Chassaigne, président communiste du groupe de la Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale, affirme « *est-ce que la stratégie c'est front contre front contre le Parti socialiste en considérant que, nous, on est la gauche vertueuse, la bonne gauche, et que le Parti socialiste est perdu pour toujours ou est-ce qu'on considère que l'on peut faire bouger l'ensemble de la gauche ?* » (Le Monde, 18 et 19 mai 2014). Une telle analyse est purement et simplement suicidaire pour le Front de gauche.

Ensuite, le Front de gauche doit montrer qu'il aime la France et qu'il croit en l'avenir de notre pays. Car le Front de gauche apparaît comme rejetant la Nation, refusant la lutte pour la reconquête de la souveraineté nationale.

Enfin, le Front de gauche devra prendre clairement position pour la sortie de l'Union européenne, de l'euro et en faveur de la démondialisation. Seuls ces changements, à condition qu'ils interviennent très rapidement, peuvent donner encore une chance au Front de gauche. Mais ce sera la dernière.

5.- Cinquième constat : la gauche rejette la souveraineté nationale et se trouve engluée dans l'idéologie postnationale

La victoire du FN à l'élection européenne a pour contrepartie l'effondrement intellectuel des gauches (PS et satellites, Front de gauche, extrême gauche) qui ont abandonné ce qu'il ne fallait surtout pas abandonner : la nation. Ces forces créent le contexte politique qui construit l'effet de niche perpétuel dont bénéficie le FN, elles permettent l'assimilation progressive de la nation avec sa définition essentiellement ethnoculturelle ou à tout le moins historique qui est celle d'une partie de la droite et de toute l'extrême droite. Alors que notre définition de la nation est strictement constitutionnelle et politique. Le seul détenteur légitime de la souveraineté, c'est la nation, c'est-à-dire tout simplement le peuple de cet Etat en tant que corps politique unitaire, détenteur du monopole de la souveraineté constituante, de la décision politique de la forme du régime, et des décisions essentielles.

Depuis que le roi n'est plus le souverain de l'Etat, c'est le peuple de cet Etat qui est souverain, et son nom dans cette fonction éminente est la nation. C'est pour cela que toutes nos Constitutions en France affirment la souveraineté *nationale*. Laisser ce concept politique central aux partisans de la définition identitaire de la nation comme le FN, est donc doublement irresponsable, et signe le fait que tous ces partis abandonnent le principal, les conditions même d'existence de la politique et de la démocratie.

La faillite de la gauche contemporaine se cristallise dans son rejet absolu de la souveraineté nationale. C'est bien ce rejet qui constitue le cœur du changement idéologique qui a frappé la plupart des mouvements et partis qui se réclament de la gauche.

Si la gauche était restée sur ses bases de 1944-1947, elle aurait pu lutter efficacement pour constituer un puissant contrepoids aux évolutions futures visant à instaurer le néolibéralisme à la place de l'économie mixte d'après-guerre. Ce système ne doit certes pas être idéalisé après-coup, mais on ne doit pas non plus oublier qu'il était indéniablement plus favorable au progrès social et à la lutte fondamentale contre le capitalisme que le système d'accumulation néolibéral qui lui a succédé. Quel autre régime d'accumulation capitaliste et d'équilibre politique a-t-il permis trois décennies continues de progrès social massifs, durables et substantiels ?

Le compromis temporaire, fragile et bancal d'une partie du XX^e siècle qui avait permis à la gauche de passer pour le camp des classes populaires a disparu depuis longtemps, depuis désormais plusieurs décennies. Il serait temps de le reconnaître et d'en tirer toutes les conséquences. Surtout que nous ne serions pas les seuls à le faire, puisque c'est la majorité de la population, par ses propres moyens, qui en est arrivée à cette conclusion lucide - mais désespérée - tant que l'on ne dessine pas d'alternative claire et motivante, ce qu'avait su faire le socialisme en son temps.

Avec le recul de plus d'un siècle sur ce qui constitua la gauche – ou les gauches –, il est désormais temps d'en faire le bilan critique. Le cœur du problème depuis cinquante ans est bel et bien le rejet de la souveraineté nationale vécue comme un mal absolu et central. C'est aussi, corrélativement, la méfiance fondamentale envers l'Etat, vu comme la matrice du totalitarisme (en acceptant d'ailleurs que ce concept idéologique, celui de totalitarisme, ait une valeur historique rigoureuse).

Les dirigeants des partis « *de gauche* » ont ainsi progressivement, tournant absolument majeur et pourtant très peu souligné, abandonné la souveraineté nationale. Aucun parti de la gauche actuelle disposant d'une visibilité médiatique, en effet, n'est favorable à une restauration de la souveraineté nationale. Cette situation est paradoxale, alors même que la souveraineté nationale est si manifestement l'objet central des attaques de la mondialisation néolibérale et de son relai européen afin d'empêcher les classes populaires de disposer de ce levier cardinal, en théorie comme en pratique, pour peser dans la détermination des normes collectives contraignantes, et pour commencer la loi. Comment la gauche a-t-elle pu arriver à cette conclusion stupéfiante pour un mouvement politique censé auparavant exprimer les intérêts structurels des classes populaires ?

L'enjeu contemporain est de rendre l'Etat démocratique et non de détruire l'Etat. Car la démocratie est inconcevable dans une société non politique. Et l'espoir d'une société intégralement unitaire, plane et transparente à elle-même, n'ayant plus besoin d'institutions pour médier ses rapports de force la traversant, est un songe creux et a abouti à de graves impasses.

L'Etat, sa souveraineté, sa puissance et son autonomie sont les seuls garants de ce qui rend une société politique. Deux erreurs majeures sont donc à éviter si l'on veut réellement redonner de la force aux classes populaires : croire que l'on peut se passer de l'Etat et du concept de souveraineté nationale, et confondre la République libérale avec la démocratie.

En fond de scène, en effet, se trouve toujours le refus de remettre au centre la souveraineté nationale, qui implique celle de l'Etat, afin de la mettre au service de la résolution de la question sociale. Il est à noter d'ailleurs, entre mille conséquences négatives, que c'est de ce refus que naît l'impasse écologique, victime collatérale de la démission des partis dominants de la gauche. Lorsque c'est le capital qui décide arbitrairement des choix et des modes de production et d'échange, sur la base bien sûr du profit maximal, on ne saurait attendre quoi que ce soit de déterminant face aux défis écologiques désormais gigantesques et toujours croissants. Lorsque c'est le peuple souverain qui décide en dernier ressort, par un biais politique, des modes de production et d'échange, on peut alors espérer des changements radicaux pouvant relever le défi écologique. Accepter les trois piliers du capitalisme renouvelé : libre-échange, financiarisation et traités supranationaux, tout en se proclamant écologiste, c'est se condamner à être un écologiste d'opérette, de la parole, à tout jamais impotent. C'est évidemment encore plus vrai pour les questions sociales, enjeu déterminant et surplombant tous les autres.

Les positions de la « *gauche de gauche* » - ne parlons même pas de la « *gauche* » - sur ces questions sont très inquiétantes. Elle est engluée dans ce discours idéologique dominant. Ainsi, pour certains dirigeants du Front de gauche, une éventuelle explosion de l'Union européenne et de la zone euro conduirait à « *un retour des nationalismes en Europe* ». Mais c'est déjà le cas, et de la faute même des institutions européennes et de l'euro ! La montée des partis d'extrême droite au sein des pays membres de l'UE en témoigne !

Les causes principales sont les politiques d'austérité pour les classes populaires et moyennes qui jettent les peuples dans la misère et les mettent davantage en concurrence. Est-ce le fait que les peuples retrouvent demain leur souveraineté qui constitue un risque de guerre, ou bien le fait que l'Union européenne continue à exister et à imposer ses politiques d'austérité ? Ces inquiétudes reposent en réalité sur une chimère idéologique construite par les classes dominantes, contre-vérité énorme mais ressassée à longueur de temps dans

les grands médias et qui pourrait se résumer ainsi : « *l'Union européenne c'est la paix, le retour aux nations c'est la guerre* ». Comment la plus grande entreprise de suppression de la démocratie depuis le fascisme, comment l'accumulation unilatérale de traités intégralement néolibéraux et atlantistes et d'institutions supranationales, donc antidémocratiques, pourraient nous garantir la paix sur le continent ? Comment peut-on même oser penser une telle absurdité ?

Ces partis de gauche renvoient à l'échelle européenne, c'est-à-dire au long terme, et à une structure qui a provoqué la crise (l'UE), les actions à entreprendre pour, paradoxalement, sortir de la crise. Très rares sont les actions et les mesures unilatérales envisagées à l'échelle nationale, c'est-à-dire dans le court terme. Nous ne sommes pas du tout opposés à imaginer des mesures à l'échelle européenne. Nous disons simplement que toute politique à l'échelle européenne, à plus forte raison si elle porte sur la modification des traités comme le statut de la Banque centrale européenne, est irréaliste et paradoxale. Il faut en effet l'accord unanime des Vingt-Huit. Si des décisions efficaces étaient prises à cet échelon, nous serions les premiers à nous en réjouir.

Mais pourquoi ne pas articuler leurs analyses et leurs propositions entre les niveaux européen et national, afin d'inscrire leur action dans le court, moyen et long terme. Pourquoi, par principe, sans l'expliquer, limiter l'action politique, syndicale et associative au cadre défini par l'UE, et renoncer à toute action à l'échelle nationale ? L'ampleur de la crise exige des réponses rapides, qui ne sont possibles qu'au niveau national. Si les enjeux sont européens et même mondiaux, les outils sont nationaux. Pourquoi faire reposer la totalité de la lutte pour la transformation sociale sur l'échelon de l'Union européenne, alors que toute l'expérience depuis 1957 montre que c'est une impasse ?

Rien n'est envisagé par ces organisations en termes d'initiatives nationales unilatérales fortes et décisives portant sur l'essentiel, et donc sur la démondialisation, qui pourraient créer une dynamique entraînant dans les autres pays. Tout attendre d'une hypothétique réécriture des traités européens est

particulièrement démobilisateur, comme nous le prouvent les bientôt dix années qui viennent de s'écouler depuis le signal, majoritaire, de 2005. La victoire du « *non* » offrait la possibilité d'une rupture enfin décisive. Nous avons connu au contraire une régression sociale et politique *continue*, des offensives déchaînées du néolibéralisme de droite et de gauche. La crise spécifiquement européenne des dettes publiques et de déflation généralisée suite à la crise financière du néolibéralisme aurait dû être l'ultime signal de réveil des forces de gauche, et même du gaullisme résiduel. Mais rien ne vient. Les partis visibles campent sur leur position perdante, forcément perdante du postnational européen et mondialiste.

Cette stratégie – pensée ou impensée – bouche toute perspective politique et offre en revanche un boulevard aux forces d'extrême droite, nationalistes, xénophobes, racistes... Les militants des organisations concernées doivent impérativement se ressaisir et doivent substituer à une stratégie européenne profondément contradictoire avec des objectifs officiellement antilibéraux, des propositions nationales pour des ruptures unilatérales avec le néolibéralisme à l'européenne. C'est alors, et alors seulement, que des coopérations à l'échelle européenne et mondiale deviendront possibles autrement qu'en discours et en rêve.

L'internationalisme, tant qu'il se pense en contradiction avec la souveraineté nationale, se condamne à n'être qu'un internationalisme abstrait, de la parole, moralisant et utopique, ne satisfaisant que la bonne conscience de ses partisans et désespérant les classes populaires. Il s'oppose en tout point à l'internationalisme pragmatique et réaliste du seul territoire où le combat politique obtient des résultats encourageants et structurels, déconstruisant partiellement l'ordre néolibéral : en Amérique du Sud. L'internationalisme abstrait du postnational, n'a lui aucun résultat à faire valoir en sa faveur, n'ayant jamais, ni maintenant ni dans l'histoire, obtenu aucun résultat significatif, et pour cause puisqu'il nie la réalité des processus politiques et sociaux concrets.

Ces organisations se sont en fait installées dans l'ordre idéologique, monétaire et institutionnel néolibéral. Elles

n'envisagent à aucun moment de sortir de l'euro et de l'Union européenne.

La gauche doit se poser une seule question et y répondre clairement : croit-elle possible, de retour au pouvoir, de mener une politique favorable aux intérêts des classes populaires et moyennes en France, alors que la politique monétaire restera néolibérale ? Si la « *gauche de gauche* », ou la « *vraie gauche* » ne parvient pas depuis des années à progresser dans l'opinion publique, c'est précisément parce qu'elle reste muette, ambiguë ou consensuelle avec la gauche de gouvernement et la droite sur la question cruciale qui est celle de l'Union européenne et de l'euro.

IV.- LE DOUBLE JEU DU FRONT NATIONAL

Alors que quasiment toute la droite et l'ensemble de la gauche sont devenues mondialistes et européistes, que les gaullistes ont quasiment disparu, que le Parti communiste n'ose plus associer le drapeau tricolore au drapeau rouge, le Front national peut s'approprier à lui seul l'idée et les symboles de la nation. Et inversement l'idée de nation finit par être assimilée... au Front national. Or le FN défend une vision étriquée de la nation réduite à sa seule dimension identitaire.

D'où la profonde irresponsabilité politique des dirigeants de la gauche qui assimilent désormais la conception politique de la nation, liée précisément au concept de souveraineté nationale issu de la Révolution française (et américaine d'ailleurs), à la xénophobie et au FN. Là aussi cette position est prise dans la plus complète contradiction avec la réalité et à contresens de l'histoire.

Ceux qui veulent découpler nationalité et citoyenneté rendent un service indirect mais insigne au FN, crédibilisant ainsi la conception identitaire de la nation de l'Allemagne, de l'UE, et du FN. Du coup l'idée est désormais largement répandue que l'Etat ne serait qu'une addition artificielle de divers groupes sociaux, ethniques, communautaristes, agissant comme autant de tribus revendiquant leur identité particulière, leurs droits particuliers,

individuels et collectifs. L'Union européenne encourage ces phénomènes au motif de débarrasser le continent des « *égoïsmes nationaux* ».

L'extrême droite ne veut rien entendre de la signification hautement politique et démocratique de la souveraineté nationale, qui n'a aucun rapport avec ses fumeuses théories identitaires.

Ce discours identitaire sert avant tout à dresser les citoyens les uns contre les autres pour éviter de pointer les véritables responsables de la crise et de la profonde impasse politique actuelle. L'instrumentalisation du Front national dans la vie politique française a clairement pour objectif d'achever de diaboliser l'idée de nation, de masquer les vrais problèmes et de diviser le peuple. Loin d'être un parti antisystème, comme il prétend l'être, il est en réalité un agent indirect au service du système et des classes dominantes.

Il n'empêche que la montée du vote Front national est bien réelle. Par exemple aux élections européennes de 2014 le FN a gagné 6 villes, dont une dès le premier tour dans l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais. L'insécurité sociale et psychologique dans laquelle sont plongés les citoyens (une insécurité permanente organisée par les classes dominantes) les amène à rechercher des repères, des « *valeurs sûres* » et des débouchés politiques apparemment en dehors du système en place et de l'idéologie dominante postnationale. La nation fait partie de ces repères. Il y a donc toutes les chances pour que le FN continue de progresser en se faisant le champion de la défense de la nation – identitaire –, et en se camouflant derrière un pseudo-discours social. Le FN a donc tout d'un leurre politique, et constitue, derrière les apparences, la clé de blocage idéale d'un système verrouillé de toutes parts.

Le FN est naturellement le pire des partis pour ce qui est de ses objectifs politiques et de sa cohérence idéologique et programmatique. Si c'est le plus véhément envers la droite et la gauche européistes, c'est aussi le plus nauséabond sur son versant xénophobe, chauvin et hostile aux syndicats et à toutes

les organisations qui défendent collectivement les intérêts des classes populaires.

Il ne propose pas une sortie unilatérale de l'UE, même pas de l'euro, ses déclarations sont donc très clairement, pour ceux qui pourraient encore en douter, une tartufferie strictement tactique, opportuniste et électoraliste. Sa montée et son niveau électoral extravagant ne s'expliquent que par le vide abyssal d'une alternative équivalente représentant réellement les intérêts des classes populaires mais qui soit anticapitaliste, démocratique et honnête.

Après leur « *tournant de la rigueur* » de 1982-1983, François Mitterrand et le Parti socialiste, pour faire face au mécontentement grandissant qu'ils suscitaient dans le pays, ont décidé de diviser la droite. Le but était de tenter de conserver la majorité à l'Assemblée nationale, et de se refaire un positionnement de gauche à bon compte alors qu'ils instauraient parallèlement le néolibéralisme dans le pays. Pour y parvenir, ils ont ouvert à Jean-Marie Le Pen les grands médias qu'ils contrôlaient, et ont introduit le scrutin proportionnel à la place du scrutin par circonscription aux élections législatives. Ils ont ainsi fait entrer le FN à l'Assemblée nationale.

Le Front national est une créature de François Mitterrand et du PS. Le FN, qui obtenait 90.422 voix aux législatives de 1981 (0,35%), obtient 2,2 millions de voix aux européennes de 1984 (10,95%). Que s'est-il passé pendant ces trois années pour susciter un tel bouleversement électoral ? La « *rupture* » est très nette entre 1981 et 1984. Il y a eu la victoire du Parti socialiste en mai 1981 (élection de François Mitterrand à la présidence de la République), puis le « *tournant de la rigueur* » en 1982-1983 qui abandonne des politiques plutôt favorables au monde du travail.

Trente ans après, nous sommes entrés à notre corps défendant dans l'âge de la politique du « *moins pire* ». Nous avons assisté, lors de l'élection européenne de 2014, à une répétition générale de l'élection présidentielle de 2017 où le FN doit jouer un rôle majeur. Le piège va-t-il se refermer sur le mouvement

populaire ? Le M'PEP estime qu'il faut mettre les pieds dans le plat en dévalorisant l'élection présidentielle, peut-être en appelant au boycott, et en revalorisant l'élection à l'Assemblée nationale.

Lors de l'élection européenne de 2014, l'abstention (57,57%), les blancs et nuls (1,17%) et le vote en faveur du FN (10,12% sur les inscrits et 25% sur les exprimés) ont été utilisés par des millions de citoyens comme instruments permettant de sanctionner la politique du gouvernement socialiste, rejeter l'Union européenne et se distinguer de tous les autres partis. Le score relatif du Front national est aussi le résultat de la campagne insidieuse menée en sa faveur par les grands médias et toutes les forces politiques qui le diabolisent et le mettent au centre de la vie politique, soit par naïveté, soit pour préparer l'élection présidentielle de 2017.

Car au sein de l'élection européenne de 2014 se cachait l'élection présidentielle de 2017. Ce journal *Le Monde* l'a bien compris qui titre le 26 mai 2014 : « *Européennes : le PS et l'UMP menacés d'un séisme présidentiel* ». Le journal avait déjà titré sur la largeur d'une page : « *Le FN profite des européennes pour préparer 2017* » (*Le Monde*, 21 mai 2014). Le FN, aidé de fait par le PS, l'UMP et les grands médias, est en train de devenir le pivot du tripartisme. C'est pourquoi, de plus en plus, il abandonne tous les signes visibles de ce qui peut l'identifier à l'extrême droite. Il a besoin de continuer à s'ouvrir et rassembler, notamment à un ancien électorat de gauche qui ne trouve plus son compte au PS ou au Front de gauche.

Ni le PS, ni l'UMP, n'ont en 2014 la certitude d'être présents au second tour de l'élection présidentielle de 2017, condition absolue et évidente pour prétendre emporter l'élection. Les résultats de l'élection européenne de 2014, à cet égard, s'ils traduisaient un rapport de force électoral qui avait vocation à être durable, ne laissent planer aucun doute. Sauf « *retournement* » imprévu de l'opinion publique, on ne voit pas comment le PS pourrait se qualifier à coup sûr pour le second tour de l'élection présidentielle. Même chose pour l'UMP. Ces deux partis auront besoin d'une large union dans chacun de leur camp pour les soutenir dès le premier tour.

Les grands partis attendent beaucoup du scrutin majoritaire à deux tours de l'élection présidentielle. Ce système, en effet, nécessite des alliances pour être dans les deux premiers au premier tour et se qualifier ainsi pour le second. Or le FN ne peut et ne veut pas d'alliances. Sans alliances, sa probabilité d'accession au pouvoir est quasi-nulle. On ne voit pas comment le FN pourrait obtenir seul plus de 50% au deuxième tour de la présidentielle et gagner ensuite aux élections législatives, toujours seul, une majorité de députés. Tel est le raisonnement des dirigeants du PS et de l'UMP. C'est pourquoi ils veulent affronter Marine Le Pen au second tour de la prochaine présidentielle, croyant alors l'emporter facilement. En vérité, PS et UMP s'arrachent Marine Le Pen !

PS et UMP ont donc besoin de diaboliser le FN pour que leur stratégie fonctionne. Ils ont besoin de faire un chantage à la peur en agitant l'épouvantail du FN devant les électeurs. Nouvelle Donne, EELV, le Front de gauche, accepteront-ils de ne pas présenter de candidat en 2017 et d'appeler à voter, dès le premier tour, par exemple pour... monsieur Valls, monsieur Hollande, madame Royal ? A droite, le MoDem et l'UDI feront-ils pareil ? D'où le besoin de faire monter le FN et de dramatiser sa progression pour que l'électorat accepte le choix du vote utile et du « *moins pire* ». Tous ces partis sont d'accord sur l'essentiel, à savoir l'horizon indépassable du postnational et des institutions supranationales néolibérales. Ils travaillent ainsi tous objectivement pour le maintien de l'essentiel de ce qui fait la force des classes dominantes. Ils n'en sont pas moins en concurrence électorale réelle, vitale pour les revenus et les carrières de chacun, ce qu'il serait totalement irréaliste de négliger.

Il y aura déchaînement médiatique contre tous ceux qui refuseront ce chantage en persistant à vouloir sortir du système eurolibéral. Le PCF et le Front de gauche jouent déjà ce jeu, ils ont commencé pendant les élections européennes en attaquant les partisans du boycott.

Cependant, le PS et l'UMP jouent avec le feu. Car le frein à l'égard du vote FN continue de s'affaiblir. Et rien n'indique que

l'élection de Marine Le Pen en 2017 soit impossible. Pour faire face à cette hypothèse, PS et UMP ont un plan « B », c'est celui d'une « *grande coalition* » à l'allemande ou d'un gouvernement d' « *unité nationale* » à la française. Une « *grande coalition* » PPE-PSE existe déjà de fait au « Parlement » européen et dans 13 pays de l'UE sur 28...

Pour rendre l'austérité permanente, il faut un gouvernement PS-UMP, et quelques satellites autour.

La question qui se pose dès maintenant à tous ceux qui refusent ce chantage sera de savoir pour qui voter en 2017 dans le cadre de la Ve République et de l'Union européenne. Ou pour qui ne pas voter, car la question du boycott de l'élection présidentielle se pose, au premier comme au second tour. Le M'PEP, le moment venu, organisera le débat sur cette question et prendra une décision.

La voie est ainsi ouverte à autre chose, et c'est ainsi que le FN est en train de s'installer comme troisième acteur du jeu politique dans un système qui passe du bipartisme au tripartisme. Avec le tripartisme, c'est le FN qui porte la dynamique de changement exigée par une partie croissante de la population.

C'est une forme d'insurrection civique qui promet que des secousses sont à venir. Le Front de gauche a disparu des radars, il n'apparaît pas comme une alternative crédible. La raison est très simple à comprendre. Quand la direction du PCF multiplie les signes de soumission au PS, masqués derrière des rideaux de fumée rhétoriques sur la lutte contre l'austérité, et qu'elle appelle dans le même temps à des listes communes avec le PS au premier tour des municipales, elle fait fuir la population qui rejette la politique d'austérité menée par les socialistes. Quand Jean-Luc Mélenchon propose d'être le Premier ministre de François Hollande et qu'il répète inlassablement « *l'euro est nous* », « *l'euro est nous* », et que la sortie de l'Union européenne et de l'euro seraient « *catastrophiques* », il fait fuir la population qui a compris quelle était la véritable nature du système de Bruxelles.

Depuis deux siècles, la vie politique française, comme dans beaucoup d'autres pays, a été scandée par l'opposition entre deux forces : la gauche d'un côté et la droite de l'autre. Un camp était censé représenter le progrès et la modernité, et l'autre le conservatisme et la tradition. Désormais, lors des élections à deux tours (municipales, cantonales, législatives, présidentielle), la probabilité de la présence du FN au second tour, faisant plus ou moins jeu égal avec le PS et l'UMP au premier, est considérablement renforcée. Le PS, qui a « fabriqué » le FN depuis 1982 pour diviser la droite et gagner les législatives dans des triangulaires, se trouve désormais pris au piège. Cette « tactique » cynique, en effet, ne peut fonctionner qu'à la condition que le « front républicain » fasse l'objet d'un consensus entre forces politiques et parmi les électeurs. Autrement dit il faut que l'électorat de droite (une partie) vote lors de la triangulaire plutôt pour le candidat du PS que pour celui du FN qui aura été consciencieusement diabolisé. Or les exemples se multiplient qui montrent la perméabilité des électorats de droite et du FN. Le boycott des élections par une partie de l'électorat de gauche ne permet plus au PS d'espérer gagner autant qu'il pourrait l'espérer. D'autant que l'UMP est loin d'être certaine de se trouver en situation plus favorable que le PS.

L'autre fonction stratégique du FN, dont est responsable cette fois toute la gauche, était de diaboliser à bon compte toute une série de thématiques, abandonnées par elle, et reprises par le FN en lui constituant un confortable effet de niche. On peut commencer par la souveraineté nationale, désormais incroyablement assimilée au nationalisme, qui est son contraire. On peut logiquement continuer par le protectionnisme, la critique radicale de l'UE et de l'euro, bref tous les piliers institutionnels du néolibéralisme. Cette tactique, afin de verrouiller le débat et de donner une caution de lutte antifasciste à toute une série de renoncements stratégiques (et qui n'ont aucun rapport, si ce n'est un rapport inverse avec le fascisme), désormais se retourne contre tous ces apprentis sorciers de la politique politicienne. Le vote FN, de protestataire, devient un vote d'adhésion, le FN étant crédité d'une volonté de rupture radicale dont sont maintenant dépourvus tous les partis qui soutiennent l'accord médiatique et

politique soutenant à bouts de bras l'air du temps de l'idéologie dominante, et pour commencer l'unanimité étouffante sur le refus de la sortie de l'ordre européiste.

Le Front national développe le racisme, la xénophobie, divise gravement les Français. Néanmoins, le FN, comme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale toute la droite, se situe dans l'espace républicain, même si l'on peut douter de la réalité de ses convictions républicaines. On ne peut pas traiter le FN comme s'il était interdit. Aucun argument sérieux n'a jamais été avancé pour en justifier la nécessité. D'ailleurs, les plus virulents en apparence contre le FN, comme le Parti socialiste, à qui il rend de grands services, ne demandent pas son interdiction. Ils savent que la justice ne se prononcerait pas en ce sens. Il faut s'attaquer aux causes qui contribuent à faire grandir le FN. Dès lors, les tentatives de racolage de l'électorat du FN, les leçons de morale, les injonctions, les condamnations n'ont aucun poids.

Le Front national, parmi toutes les organisations étudiées, parle aussi de la sortie de l'euro, mais celle-ci, toutefois, devrait être « *groupée, maîtrisée et rapide* ». Une telle proposition n'est que posture – et même imposture – car le temps de trouver des partenaires pour sortir de l'euro – si on en trouve – aura laissé le terrain libre aux spéculateurs. Il y a urgence économique et sociale. C'est donc de manière unilatérale que les États doivent sortir de l'euro. La position du FN relève de la politique politicienne. Même chose pour le soi-disant protectionnisme du FN qui n'est envisagé qu'au niveau de l'Union européenne. C'est ridicule puisque l'UE commerce assez peu avec l'étranger (environ 30%), sans compter l'aspect surréaliste d'une telle perspective. Elle contredit en effet l'intégralité des traités et institutions européennes censées prendre cette décision unanimement, alors que beaucoup de délocalisations sont faites vers les pays de l'Union dont les salaires sont les plus faibles.

Le FN parle de « *dissolution progressive et organisée de l'euro pour une sortie de crise par le haut* ». Quelle plaisanterie ! Il faudrait pour y parvenir que les oligarques européens se mettent d'accord pour liquider l'euro. À 28 ! Autant dire que la proposition du FN, là encore, de vouloir transformer l'Union

européenne de l'intérieur, est parfaitement démagogique. Elle montre bien la duplicité du FN sur cette question. Marine Le Pen, en vérité, ne veut sortir ni de l'euro ni de l'Union européenne, qui constituent toutes deux la véritable source de leur effet de niche, sans lequel le FN se verrait réduit à solliciter un soutien électoral sur ses seules bases idéologiques de départ, et donc un retour inexorable dans le caniveau insignifiant de l'extrême droite véritable.

Le FN est un instrument au service du système oligarchique. Rappelons que lors du mouvement contre la réforme de 2010 sur les retraites, Marine Le Pen affirmait que « *les syndicats jettent la France dans le chaos... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous ces émeutiers* ». De façon générale sur la question sociale, le FN s'est toujours aligné sur les positions du grand patronat : soutien aux « *allègements* » de cotisations sociales patronales, suppression de l'âge légal pour le départ à la retraite, renvoi de la prise en compte de la pénibilité aux négociations branche par branche, etc. L'incompétence totale du FN s'est révélée lors de sa gestion calamiteuse des municipalités qu'il a dirigées (Toulon, Orange, Marignane, Vitrolles). Ses affinités vont à ce qu'il y a de pire en Europe sur le plan idéologique et démocratique : FPO autrichien de Haider, parti flamand Vlaams belang, Ligue du Nord en Italie, Jobbik en Hongrie... Le Front national n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme. Il hait les organisations de travailleurs. Ses leaders ont tenu des propos insultants contre les grévistes au moment de la bataille sur les retraites.

Le Front national oppose entre eux les Français, les Français issus de l'immigration et les immigrés dans la compétition pour l'emploi... Le rôle historique des organisations qui prétendent défendre les intérêts des classes populaires, lui, est de mettre fin à la compétition entre travailleurs pour l'emploi. Le Front national veut que la France devienne compétitive dans la guerre économique mondiale. De notre côté nous voulons mettre fin à la guerre économique – dont les responsables sont les détenteurs de capitaux et les victimes les salariés – pour lui substituer un système de coopération entre les nations.

Conclusion

L'idéologie néolibérale postnationale est composée de trois camps (la droite, la social-démocratie et la gauche radicale), et d'un leurre (le FN). Nous dénonçons et combattons ces trois camps, et l'illusion sur le vrai rôle du FN.

L'enjeu de la période est de faire germer une forme politique qui succède au mouvement ouvrier né au XIXe siècle, qui a connu son épanouissement au XXe et son déclin au XXIe. C'est dans cette perspective que se place le M'PEP. L'élément unificateur, celui qui peut rassembler les forces les plus diversifiées, celui duquel tout dépend pour résoudre la crise est la lutte pour la souveraineté nationale. Car il s'agit aujourd'hui de se battre pour la survie de la France comme nation indépendante, même chose dans tous les autres pays. La défense de la France n'a rien à voir avec du nationalisme. C'est aussi un enjeu international pour faire vivre les valeurs des Lumières et des coopérations solidaires entre les peuples et entre leurs pays.

